

NOUS NE POURRONS NOUS FAIRE ENTENDRE QUE PAR NOS LUTTES

La nomination de Barnier comme Premier ministre scelle l'alliance entre Macron et le RN. Il sait qu'il a besoin des voix des députés RN pour éviter une motion de censure. Bardella a immédiatement proclamé que Barnier serait sous l'étroite surveillance de son parti. Cette dépendance volontaire ne date pas d'hier : la loi Darmanin a été adoptée avec les voix de l'extrême droite et Macron multiplie les clins d'œil idéologiques au RN. Barnier a tout pour plaire au RN : par le passé, il s'est opposé à la dépénalisation de l'homosexualité, au remboursement de l'avortement par la Sécu, au Pacs... Et maintenant il ne cesse de s'en prendre à l'immigration. Cerise sur le gâteau : le Medef a du mal à cacher sa joie depuis la nomination de ce fidèle serviteur du patronat, qui a négocié un Brexit sur mesure pour les milieux financiers et s'est prononcé pour la retraite à 65 ans !

Un front républicain qui désarme nos luttes et renforce au final l'extrême droite

Les dirigeants du Nouveau Front populaire ont entretenu l'illusion qu'on pouvait lutter contre la percée du RN en appelant au front républicain lors des dernières législatives, quitte à appeler à voter Borne ou Darmanin. Macron a volontiers accepté ces voix de gauche, qui ont permis de limiter ses pertes en députés. Mais qui pouvait imaginer que cela l'engagerait en quoi que ce soit ? À moins que les leçons des scrutins de 2017 et de 2022 aient été effacées, après la brutale répression des Gilets jaunes et le passage en force de la réforme des retraites...

La dissolution provoquée par Macron a ouvert une crise politique que les partis de gauche qui réclament aujourd'hui une cohabitation avec lui contribuent à maintenir sur le plan institutionnel et parlementaire, sans danger pour les intérêts des possédants. Ils dénoncent comme un « coup de force » le fait qu'une Assemblée aux deux tiers à droite ne donne pas son aval à un Premier ministre de gauche ! Seule l'extrême droite peut profiter de ce cirque.

Mettre notre colère au service d'un programme de lutte

Suite à la nomination de Barnier, des dizaines de milliers de personnes, dont beaucoup de jeunes, ont manifesté dans de nombreuses villes de France, exprimant leur écoeurlement mais aussi leur colère. De quoi nous montrer la voie à suivre : pas question d'attendre les prochaines élections, ce n'est pas à l'Assemblée, pas à Matignon, pas à l'Élysée, que nous obtiendrons quoi que ce soit, mais dans la rue, par des luttes. Il n'y aura pas de raccourci. Nous étions des millions à manifester et à faire grève contre la réforme des retraites. Des milliers de manifestants affirment sans relâche leur solidarité avec le peuple palestinien depuis bientôt un an. Des millions ont montré lors du deuxième tour des législatives qu'ils refusaient l'extrême droite et son racisme déchaîné. Nous sommes bien plus nombreux que ceux que nous combattons, patrons et gouvernants !

Ces objectifs ne pourront être atteints que par nos mobilisations

Il nous faut un plan de bataille pour mettre « le pays à l'arrêt ». Il faut s'attaquer à la racine du problème : l'offensive patronale qui creuse les inégalités en baissant les salaires, en dégradant les conditions de travail, en multipliant les suppressions d'emplois, en détruisant les services publics utiles à la population. Seules les luttes des travailleurs et de la jeunesse peuvent y mettre un coup d'arrêt et inverser le rapport de force. Des luttes qui iraient jusqu'au bout, sans s'enfermer dans le prétendu dialogue social ou se limiter au calendrier parlementaire. C'est dans cela qu'il faut mettre toutes nos forces, tous ensemble, dès maintenant, contre un gouvernement de combat Barnier-Macron-Le Pen au service d'un patronat à l'offensive. L'appel intersyndical et interprofessionnel à la grève le 1^{er} octobre pourrait en être le premier round. Répondons-y massivement.

La santé : une priorité douteuse de Barnier

Pour ses débuts de Premier ministre, Barnier est allé poser aux côtés d'un groupe de soignants et a déclaré que « la santé est sa priorité ». Mais il s'est empressé d'ajouter qu'il y a des économies à faire dans les services publics de santé. C'est le discours qu'ont tenu Macron et ses différents ministres de la Santé. Et de fait, ils n'ont cessé de supprimer des postes administratifs en les présentant comme « inutiles ». Résultat : certains actes administratifs retombent sur des soignants qui sont déjà surchargés. Les fermetures de lits n'ont pas cessé depuis l'époque de Hollande et Sarkozy, sous des prétextes divers, comme développer les soins ambulatoires pour limiter les hospitalisations. Résultat : les patients s'entassent sur des brancards dans les couloirs des urgences, parfois pendant plus de 24 heures, au risque de leur vie. On a donc tout lieu de craindre que Barnier ne reprenne pas seulement le discours démagogique de ses prédécesseurs, mais aussi leur politique de casse de l'hôpital, en l'aggravant encore, pour faire des économies.

Des sous pour les urgences ? Roule toujours !

350km et 4h30 de trajet ! Un nouveau record pour cette étape du tour des urgences dans les Côtes-d'Armor : c'est effectivement ce qu'a roulé une ambulance des pompiers de Callac cet été avant de pouvoir déposer une patiente. L'ambulance s'est fait refuser à Carhaix et Guingamp où les urgences étaient fermées, puis Brest faute de lit, pour enfin trouver une place à Noyal-Pontivy.

Les maires de Côtes-d'Armor souhaitent dénoncer ces dysfonctionnements dans un cahier de doléance adressé au gouvernement. Notre situation indigne au-delà de notre profession, et à raison. Ceci dit, une doléance ne suffira sûrement pas pour faire changer les choses, il faudra aussi compter sur des mobilisations de notre propre secteur, et pourquoi pas de nos patient-es !

RÉUNION PUBLIQUE DU NPA RÉVOLUTIONNAIRES

JEUDI 26 SEPTEMBRE
18h30, Salle Pierre-Heuzé
15 Place Champlain, Caen

Contre Macron et son monde, comment agir ?

Il y a leur monde à eux, avec leurs privilèges, et notre réalité, nos galères au quotidien. Nous, on appelle ça la lutte des classes, et on en parlera ensemble. On discutera aussi de l'urgence à nous organiser sur nos lieux de travail. Pour gagner sur nos revendications (salaire, crise climatique, guerres et génocides), il n'y aura pas de raccourcis : la solution viendra de nos luttes, et notre meilleure arme reste la grève, une action collective qui se construit et s'organise.

Une histoire de génération ? Plutôt de conditions de travail !

Le même son de cloche est joué de temps en temps par nos équipes dirigeantes, le problème de notre époque, ça serait que les collègues n'arrivent plus à être épanouies au travail, et n'ont plus la passion du métier. Ça serait donc ça l'explication des démissions à la pelle, et des postes toujours vacants ! Ou alors, peut-être qu'on a de plus en plus conscience qu'on se fait exploiter pour un salaire médiocre, et dans des conditions toujours plus dégradées ? Ce qu'il faudrait, pour faire rester les collègues, ce n'est pas du coaching de bas étage en développement personnel, mais des vrais moyens : de meilleurs salaires, plus d'embauches, moins de temps de travail, et mieux réparti ! Tant que la direction, ou même l'État, ne l'auront pas compris, on sera obligé de le leur rappeler par nos luttes.

Une infirmière qui s'était rendue à Gaza arrêtée puis libérée par la police

C'est Thomas Portes, député LFI de Seine-Saint-Denis, qui avait lancé l'alerte. Imane Maarifi, une infirmière française qui s'était rendue l'hiver dernier dans la bande de Gaza, dans le cadre d'une mission de la fondation Palmed, une association médicale spécialisée dans les soins à apporter aux Palestiniens, a été interpellée par la police. Elle travaillait à l'hôpital européen de Khan Younès et, depuis son retour, elle multiplie les témoignages, interviews et conférences, pour faire comprendre ce qu'endure chaque jour la population de Gaza. Elle a également été entendue par une commission parlementaire. Le 5 septembre, à l'aube, les forces de police ont fait irruption à son domicile, elle a été interpellée devant sa famille et conduite au commissariat du 8^e arrondissement de Paris. Il lui était reproché d'avoir proféré des insultes et des menaces de mort dans le cadre d'une campagne visant à contester la tenue d'un événement controversé : le salon israélien de l'investissement et de l'immobilier, prévu le 8 septembre à Paris. Cet événement, qui promeut l'acquisition de biens immobiliers en Israël, mais aussi dans les territoires palestiniens occupés, est une véritable provocation. Ce sont les organisateurs de ce salon qui avaient porté plainte contre elle. Elle a finalement été relâchée sans être poursuivie.

SAMEDI 14 SEPTEMBRE : MANIFESTATION
en soutien au peuple palestinien
(et tous les autres samedis)

A l'appel du Collectif 14 de Solidarité avec la Palestine

15h - Caen - En face du Monoprix